

Programme anti-inflation

gagnera peut-être les bénéfices des sociétés mais elle perdra les ressources techniques et les relations pour la commercialisation. Il est probable que si le gouvernement de la Saskatchewan nationalise l'industrie de la potasse, peu de sociétés seront prêtes à risquer de perdre leur temps, leurs efforts et leur argent pour exploiter les métaux de la province.

De plus, cela poserait des problèmes considérables pour la position financière du Canada. Le gouvernement de la Saskatchewan doit trouver de 1 à 3 milliards de dollars pour nationaliser ces sociétés et une grande partie de cet argent devra être emprunté sur les marchés étrangers, ce qui représente une entreprise formidable. Il est bien vu de dire qu'on peut devoir des dettes, mais non pas des actions. A long terme, il y a peu, ou pas du tout, de différence parce que le bénéficiaire de celui qui prête de l'argent, soit directement soit sous forme d'actions, doit rapporter le taux d'intérêt escompté. Les prêteurs éventuels exigent autant d'argent, ou ont besoin d'autant d'argent, que s'ils avaient des intérêts sous forme d'actions. Je crois que c'est une réalité que nous avons oubliée au moment de décider ce qui était le mieux, les actions ou les dettes liquides.

Selon moi, l'un des facteurs les plus influents de notre économie est le peu de valeur qu'on accorde à l'épargne. L'épargne personnelle est très importante. On nous exhorte à acheter des obligations d'épargne du Canada et à placer notre argent dans des régimes privés de pension, mais ont-ils une telle valeur pratique? On doit se le demander parce que ce genre d'épargne est moins en vogue. En effet, en période d'inflation, il est souvent préférable de dépenser son argent que de l'économiser. Ainsi, il vaut mieux qu'une personne de 65 ans s'achète une nouvelle voiture, une nouvelle maison, une nouvelle garde-robe et une nouvelle chaîne stéréo plutôt que de confier son argent à la banque. Nous avons oublié que dans notre société nous nous sommes de moins en moins incités à épargner.

● (1510)

M. A. C. Abbott (Mississauga): Monsieur l'Orateur, je suis content de pouvoir parler de cette question aujourd'hui. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les propos des députés qui m'ont précédé. Je regrette cependant que le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) ne soit pas là, ni l'expert financier de ce parti, qui est membre du comité des finances, du commerce et des questions économiques, ni le député de Nickel Belt (M. Rodriguez), qui nous a fourni les conclusions de l'enquête sur les produits alimentaires à laquelle le chef du NPD a fait allusion. Si j'ai bien compris, ce dernier a fait savoir au ministère des Finances (M. Macdonald) qu'il avait pris d'autres engagements.

Il est néanmoins regrettable que ce débat, qui a été lancé par les Néo-démocrates se déroule en l'absence des spécialistes de ce parti qui n'ont pas jugé utile de passer l'après-midi avec nous. Néanmoins, nous sommes au beau milieu de l'étude en comité du bill C-73 qui, après avoir fait l'objet d'une étude approfondie à cette étape, sera renvoyé à la Chambre où les députés auront l'occasion d'en discuter encore une fois. Alors qu'il est très utile de réserver une journée d'opposition à cette question...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous voulons entendre votre discours.

M. Guay (Saint-Boniface): C'est à vous d'être ici aujourd'hui.

Des voix: Oh! oh!

[M. Ritchie.]

M. Abbott: Je sais que tout ce chahut vise à dissimuler le fait que le chef du Nouveau parti démocratique ne manque jamais d'être présent quand il a un discours à prononcer, mais qu'il brille par son absence lorsque d'autres prennent la parole pour lui répondre.

Des voix: Oh! oh!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je voudrais demander au député si je puis lui poser une question. Si le ministre des Finances (M. Macdonald) lui a dit qu'il avait été prévenu, ne sait-il pas que le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) est à Radio-Canada, en train d'enregistrer une émission pour dimanche?

M. Guay (Saint-Boniface): Où est le reste de sa bande?

Une voix: Allons, allons Joe!

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je devrais peut-être faire cesser le chahut qui règne à l'autre bout en demandant au député de s'adresser à la présidence. Le député n'a même pas attendu que la présidence l'autorise à poser sa question.

Une voix: Quelle honte!

M. Abbott: Je reconnais que le chef du Nouveau parti démocratique a parlé au ministre des Finances et je reconnais également qu'il trouve plus important d'aller à Radio-Canada que de venir à la Chambre. Néanmoins, je suis seulement déçu que les quelques commentaires que je compte faire ne seront pas entendus de ceux qui me les ont inspirés. Je ne sais pas si le député de Nickel Belt sera également à Radio-Canada dimanche, mais je sais que ce jour-là je ferai autre chose.

Une voix: Essayez d'écouter la radio.

M. Abbott: Le chef du NPD a encore soulevé certaines questions dont il nous a déjà parlé. Ce qu'il reproche surtout au programme gouvernemental, c'est de ne pas s'attaquer aux principaux problèmes que pose l'inflation tels que le prix élevé de l'énergie, du logement et de la nourriture. Puis, comme l'a fait remarqué le ministre des Finances, il nous a servi quelques vérités économiques fondées sur ses propres opinions et ne tenant aucun compte de ce que le gouvernement a fait dans ce domaine.

Il m'a surtout intéressé lorsqu'il a parlé du problème du pétrole et du fait que notre consommation d'énergie avait augmenté de 5 p. 100.

Une voix: Sept p. 100.

M. Abbott: Oui, 7 p. 100, excusez-moi.

M. Stanfield: Il n'y a pas de quoi être fier.

M. Abbott: En Europe et aux États-Unis, elle a baissé. Une des raisons pour lesquelles les Canadiens ont pu continuer, peut-être à tort, de consommer autant d'énergie, c'est qu'au Canada le prix du pétrole est encore inférieur au cours mondial.

Une voix: Que proposez-vous?

M. Abbott: Ce que je préconise? Je dis que les Canadiens se rendent compte progressivement que le prix du pétrole augmente beaucoup plus rapidement dans le reste du monde qu'au Canada, et que si l'on ne consacre pas des sommes supplémentaires à l'industrie pétrolière, le Canada dépendra bientôt entièrement de ces sources étrangères